

Trop tard, trop peu, trop injuste

Où est la relance ? C'est la question que les parlementaires socialistes se sont posée en découvrant le projet de budget 2021 présenté par le gouvernement, à la fin du mois de septembre.

« À l'image du plan de relance qu'il a vocation à mettre en œuvre, ce budget ne répond pas à l'urgence de la crise, ni ne prépare l'avenir, contrairement à ce qu'affirme le ministre de l'Économie et des Finances », ont résumé les députés du Groupe socialistes et apparentés.

L'effort budgétaire est nettement insuffisant : seulement 35 (dont 10 milliards d'euros provenant du plan de relance européen) des 100 milliards d'euros annoncés sont inclus dans le budget 2021. Or, compte tenu de l'ampleur de la crise, pour la relance, il faut un choc de confiance. Il aurait fallu engager au moins le double de crédits budgétaires pour encourager une mobilisation de l'épargne de précaution des Français et redresser la confiance des entreprises.

Ses mesures arrivent bien trop tard. La plupart seront mises en œuvre en 2021, quand il aurait fallu agir dès le début de l'été 2020, comme l'a fait l'Allemagne et comme les parlementaires socialistes l'avaient demandé, dès le 9 juin, en présentant leur projet de plan de relance. « En prenant son temps, le gouvernement a fait perdre du temps à la France et aux Français », résume Valérie Rabault, présidente du groupe à l'Assemblée.

Ce projet de budget est injuste. Il oublie les Français les plus pauvres en ne prévoyant aucune mesure pour soutenir leur pouvoir d'achat, alors que beaucoup



Le projet de budget en débat à l'Assemblée

ont connu des baisses de revenus. Mais il oublie également les Français les plus aisés, à qui il ne sera demandé aucune contribution supplémentaire.

Le gouvernement fait le choix de financer son plan de relance exclusivement par la dette, porte ouverte à de futurs efforts demandés à tous les Français. Les socialistes, au contraire, proposent le rétablissement d'un impôt sur la fortune, le relèvement de la fiscalité sur les revenus du capital et une réforme de l'impôt sur les successions.

Ils dénoncent également la nouvelle baisse du nombre de fonctionnaires, ainsi que la suppression, sans contrepartie et sans ciblage sur les entreprises qui en ont le plus besoin, de 10 milliards d'euros d'impôts dits de production, mesure qui n'aura aucun impact à court terme. « La priorité doit être donnée à la lutte contre le chômage et à la transition écologique », insistent les parlementaires socialistes qui précisent : « Nous continuerons à défendre, lors des débats parlementaires, le conditionnement des aides de l'État à un comportement éthique des grandes entreprises comme le non-versement de dividendes, le respect des enjeux environnementaux ou l'absence d'activités dans un paradis fiscal... ».



Séparatisme ?

Les socialistes n'ont aucune leçon à recevoir en matière de lutte contre l'Islamisme radical. Lorsqu'il s'est agi d'arrêter les terroristes qui menaçaient Bamako, la main de François Hollande n'a pas tremblé et l'ensemble des socialistes ont soutenu l'intervention militaire de la France au Mali.

Mais, si la République doit être impitoyable à l'égard des terroristes, elle doit aussi, et surtout, s'attacher à faire vivre son idéal de justice, d'égalité et de fraternité et casser tous les ghettos. C'est de cette manière qu'elle luttera contre les séparatismes. Car, malheureusement, les islamistes radicaux ne sont pas les seuls à porter atteinte aux valeurs de la République.

La notion de séparatisme doit être maniée avec énormément de précaution pour ne pas accréditer l'idée de « deux poids deux mesures » qui ne pourrait que conforter les adversaires de l'idéal républicain.

Les ennemis de la République ne se recrutent pas que dans les rangs des islamistes, mais aussi dans ceux de l'Extrême droite.

Pour une gauche bretonne rassemblée

Loïg Chesnais-Girard s'est porté candidat pour mener la liste de la majorité régionale qui se présentera devant les Bretonnes et les Bretons au mois de mars 2021. Seul candidat à avoir répondu à l'appel à candidature du PS, il a expliqué sa démarche aux adhérents du Finistère réunis en Conseil fédéral le 2 octobre, à Quimper.



Le 2 octobre à Quimper

Les socialistes formeront l'ossature de l'équipe, a rappelé le président du Conseil régional mais, a-t-il précisé, ils ne seront qu'une des composantes aux côtés des partenaires de gauche qui voudront poursuivre l'action entamée en 2015, ceux qui voudront la rejoindre et les représentants de la société civile, **« car nous devons aller chercher des talents au-delà des rangs des partis. Nous ne gagnerons pas seuls »**, a insisté Loïg Chesnais-Girard.

Le projet sera présenté à la fin de l'année. Il s'appuiera sur le bilan de la majorité sortante et sera le fruit du travail des élu.es, mais aussi des propositions du BREIS, qui a entamé une série de débats sur des questions comme la santé, l'agriculture, l'aménagement du territoire ou la culture, des sections socialistes et des partenaires.

Loïg Chesnais-Girard a donné le cadre de ce projet qui pourra se résumer en une formule : **« Le plein emploi pour tous dans une Bretagne décarbonée »**.

Dans le courrier qu'il a adressé aux adhérents socialistes pour présenter sa candidature, le président du Conseil régional a expliqué comment il entend poursuivre l'action de la majorité régionale.

« Le combat actuel comme celui à venir doit se fonder sur des convictions au sein d'un triptyque que je propose comme fondation du futur rassemblement de la gauche. »

Être de gauche, c'est agir avec solidarité par des critères sociaux dans toutes nos politiques publiques, c'est accompagner différemment les territoires, car être de gauche c'est accepter la différenciation pour combattre les inégalités réelles et les fractures territoriales.

« Le plein emploi pour tous dans une Bretagne décarbonée. »

Agir en et pour la Bretagne, c'est assumer et faire vivre les singularités bretonnes, c'est rapprocher les espaces de décisions des citoyens, c'est défendre notre histoire et nos langues, notre identité pour en faire une force et une ouverture, c'est soutenir les initiatives locales qui charpentent notre tissu local au nom de l'équilibre des territoires bretons et c'est accepter la conditionnalité de nos aides.

Ancrer dans le XXI^e siècle, c'est assumer l'urgence environnementale et climatique en accompagnant la transition vers une économie circulaire bas carbone alliant les low-tech et la haute technologie. C'est faire confiance à la jeunesse. »

Des trois derniers mandats, celui qui prendra fin au mois de mars a certainement été le plus éprouvant : après les gilets jaunes, mouvement social inédit, la pandémie de la Covid et le confinement ont bloqué l'économie, avec des conséquences particulièrement douloureuses dans notre région, dans des entreprises comme Hop !, Nokia ou Brittany Ferries, mais aussi dans des centaines de petites et moyennes entreprises. Les impasses du productivisme éclatent au grand jour. Les transitions énergétiques, agricoles ou démocratiques doivent être rapidement engagées. Le projet que défendra la liste de la gauche rassemblée devra expliquer aux électrices et aux électeurs comment la majorité régionale entend relever ces défis.



Pour une liste de rassemblement

Calendrier de désignations pour les Régionales de 2021



→ Appel à candidature pour la tête de liste aux Régionales du **21 au 30 septembre**



→ Vote en sections le **8 octobre** pour la tête de liste aux Régionales



→ Appel à candidature pour les Régionales du **9 au 18 octobre**



→ Commission électorale **entre le 19 octobre et le 4 novembre**



→ Vote de la liste régionale en Conseil fédéral le **6 ou 7 novembre**



→ Vote en sections pour la liste aux Régionales le **12 novembre**

Construire l'union de la gauche

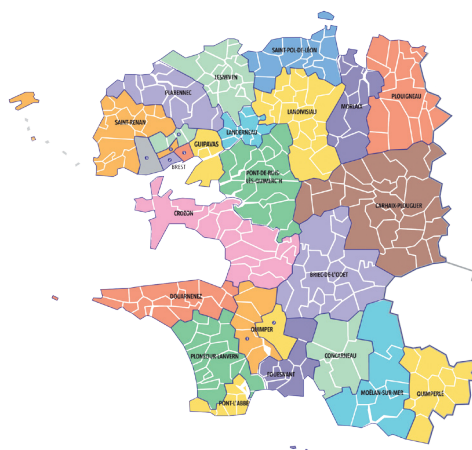
Le Conseil fédéral qui s'est tenu le 2 octobre à Quimper a été essentiellement consacré à l'analyse des résultats des élections sénatoriales du 27 septembre. À l'issue de cette réunion, qui a permis de tirer un bilan de cette séquence électorale, la Fédération du Finistère du Parti Socialiste a publié un communiqué dans lequel elle appelle l'ensemble des forces de gauche à se retrouver afin de se présenter unie devant les électrices et les électeurs pour les scrutins de mars 2021.

« **L**a Fédération du Finistère du Parti Socialiste s'est réunie vendredi soir à Quimper à l'occasion d'un Conseil fédéral consacré au bilan des élections sénatoriales qui ont vu l'élection de Jean-Luc Fichet.

Le PS du Finistère regrette qu'aucun accord n'ait pu être trouvé avec nos partenaires de gauche cet

été malgré des propositions d'alliances clairement affirmées. La Fédération a toujours cherché à unir les forces de gauche sur la durée et non pas sur des séquences indépendantes les unes des autres : il s'agit d'avoir une cohérence sur le long terme devant les électeurs, qu'ils soient « grands électeurs » pour les Sénatoriales ou électeurs pour les autres scrutins.

Cependant, en responsabilité et fidèle à sa ligne politique historique toujours



Pour des candidats d'union partout dans le Finistère

réaffirmée depuis mars 2018, le PS du Finistère engagera, sans délai, une démarche de rassemblement de toute la gauche et sans exclusive dans le cadre des élections départementales et régionales. Une invitation à tous les partis de gauche structurés en Finistère sera adressée dès aujourd'hui pour une rencontre la semaine qui suit, l'objectif étant d'avoir des candidats d'union partout dans le Finistère.

Ainsi, il sera proposé aux partenaires des candidatures sur l'ensemble du territoire de notre département, reflétant ainsi la réalité politique et le respect de l'ensemble des forces de gauche. La même démarche sera opérée pour les élections régionales.

L'objectif du PS dans le Finistère pour les Départementales étant : un binôme de candidats de la gauche rassemblée : socialistes, écologistes, radicaux, communistes, régionalistes et divers gauche. Ceci afin de garantir l'unité de la gauche et démontrer que les erreurs du passé, même récentes, peuvent être corrigées.»

En savoir plus

Des propos abjects



Nathalie Sarrabezolles, a déposé plainte contre Éric Zemmour pour ses propos inadmissibles au sujet de migrants mineurs.

« Je tiens à témoigner de mon soutien à tous les enfants et à tous les jeunes que nous accueillons dans les départements dans le cadre de nos missions de protection de l'enfance », a rappelé dans un communiqué, publié le 3 octobre, la présidente du Conseil départemental du Finistère.

« Ces propos racistes, tout simplement abjects, constituent une incitation à la haine et portent atteinte non seulement

aux mineurs accueillis, mais à notre République et à nos valeurs, qui fondent la cohésion nationale. Je dénonce également la complicité de certaines chaînes de télévision, comme CNews, qui vivent grassement en bradant notre honneur pour faire de l'audience avec ce chroniqueur raciste et anti-républicain.

Je suis fier de porter et de mettre en œuvre les principes de la convention internationale des droits de l'enfant, qui est à l'honneur de notre pays, de l'Union européenne, comme de plus de 196 États à travers le monde.

Ne cédonz rien aux racistes et aux porteurs de peur et de haine. Ils sont les plus grands dangers de nos sociétés. »

Au travail

Le tribunal administratif a confirmé la victoire de la liste Chemins citoyens menée par Franck Chapoulie, à Mellac, aux dernières élections municipales.

Des membres de la liste adverse avaient en effet contesté son élection qui s'était jouée avec six voix d'avance. Mais en l'absence d'irrégularités, le Tribunal a validé l'élection du 28 juin.



Même s'il y avait peu de chance que ce recours aboutisse, il n'est jamais agréable pour une nouvelle équipe municipale d'avoir ce genre d'épée de Damoclès au-dessus de la tête. « L'arrêt du Tribunal valide définitivement la légitimité de notre équipe », a commenté le maire, Franck Chapoulie.

Il a tenu à renouveler, en son nom et en celui de son équipe municipale, sa confiance aux services de la gendarmerie, injustement mis en cause dans cette procédure.

« La séquence est désormais close. Nous retournons à notre action municipale au service des habitants. Maintenant on trace... », a-t-il simplement déclaré.

12-13 décembre
Congrès national
à Villeurbanne.

Socialistes donc internationalistes

André Viola

La France est un des rares pays qui offrent à leurs autorités locales un cadre législatif adapté pour leur permettre d'engager des projets à l'International. Pour les accompagner, la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) vient de publier le guide opérationnel de la coopération décentralisée. Pour André Viola, vice-président de la Commission nationale de la coopération décentralisée et conseiller départemental socialiste de l'Aude, les collectivités locales doivent s'engager encore plus fortement à l'International.

Sénégal, le Mali et le Burkina Faso.

Les projets sont classés dans quelques grandes catégories : d'abord, l'éducation, le social et la recherche (28 %), puis l'économie durable (24 %), la culture et le patrimoine (19 %), les actions humanitaires et la coopération transfrontalière (15 %) et enfin l'environnement, le climat, l'énergie (14 %). La Région Bretagne mène, par exemple, avec la Région Centre du Burkina Faso, un projet de coopération de long terme qui vise à organiser la filière du maraîchage. L'objectif est d'améliorer la qualité de la production maraîchère que pratique une partie importante de la population active, notamment les femmes agricultrices, mais aussi d'accompagner les coopératives et d'augmenter la capacité de stockage. Ce programme touche aujourd'hui neuf coopératives et plus de 600 producteurs.



Cap Finistère : Pourquoi publier ce guide maintenant ?

André Viola : La coopération décentralisée repose sur un partenariat de collectivité à collectivité, impliquant des échanges humains et des relations de confiance entre les partenaires. Alors que les nouvelles équipes municipales se sont mises en place et que les élections départementales et régionales interviendront l'année prochaine, il nous a semblé utile de rappeler le dispositif législatif qui encadre les opérations de coopération à l'International et surtout de donner des exemples des actions qui peuvent être engagées et expliquer la valeur ajoutée que représente l'action internationale pour un élu, dans le cadre de son mandat.

Cap Finistère : Combien de communes mènent des actions de coopération décentralisée ? En direction de quels pays ? Et sur quelles thématiques ?

André Viola : La France est le pays dont les collectivités s'engagent le plus fortement dans la coopération décentralisée. Les pays scandinaves consacrent un budget plus important que nous pour la coopération (environ 0,7 % du PIB contre 0,55 % pour nous) mais leurs actions sont menées par les États et non par les collectivités locales. La DAECT recense 4 700 collectivités engagées dans 10 440 projets, avec 8 150 partenaires étrangers dans 134 pays.

Lorsqu'on parle de collectivités, il y a bien sûr les communes, communautés de communes, départements et régions, mais il y a aussi les syndicats d'eau ou d'électrification qui sont très actifs, grâce au prélèvement de 1 % de leurs recettes dédiées à des coopérations internationales.

Environ les deux tiers des coopérations concernent l'Afrique et, sur ce continent, les pays avec lesquels les collectivités françaises entretiennent le plus de relations sont le

Cap Finistère : Pourquoi inciter les communes ou les communautés de communes à s'engager dans des programmes de coopération ?

André Viola : Les socialistes sont, par définition, internationalistes. Ces coopérations entre collectivités représentent une formidable opportunité d'ouverture vers les autres. Nous avons des exemples de collectivités, dirigées par la droite, qui mènent des actions de coopérations mais qui ne le disent pas de peur d'être accusées, selon la vieille formule poujadiste, « la Corrèze plutôt que le Zambèze », d'aider des étrangers. Or, nous ne sommes plus dans la coopération post coloniale, mais bien dans des échanges entre collectivités locales. De nombreux pays qui s'engagent dans des processus de décentralisation font appel à l'expertise des collectivités françaises. J'ai en tête un exemple d'échanges entre le Niger et la Basse Normandie. Les membres de la délégation nigérienne étaient sortis effarés de la visite d'un EHPAD, expliquant que pour eux, les personnes âgées ne pouvaient pas être mises à l'écart de la société. À la suite de cet échange est né un projet d'installer une crèche au sein de l'EHPAD. Cet exemple montre que la coopération n'est pas à sens unique et qu'il peut être bénéfique pour les deux parties. Ce sont des partenariats gagnants-gagnants qui permettent une ouverture sur le monde, pour les élus, les agents, mais aussi les citoyens, et qui contribuent aussi au rayonnement international de nos collectivités.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1327 - Vendredi 9 octobre 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

